

Ofício JG n.º 43/15

À Rio de Janeiro le 30 juin 2015.

Monsieur Michel FORST
Rapporteur Spécial sur la Situation des Défenseurs des Droits de l'Homme

Attn.: Haut Commissariat aux Droits de l'Homme - Office des Nations Unies à Genève
CH-1211 Genève 10 - Suisse

Via email: defenders@ohchr.org

Ref.: Menaces et surveillance de militants de la Campagne « Reaja ou Será Morta, Reaja ou Será Morto » par des membres de la Police Militaire

Monsieur le rapporteur,

Justiça Global vient respectueusement exprimer sa préoccupation en relation aux menaces réitérées, aux tentatives d'intimidation et aux actions de surveillance de membres de la Campagne « **Reaja ou Será Morta, Reaja ou Será Morto** », effectués par la Police Militaire de l'état de Bahia, situé dans nord-est du Brésil. Comme illustré par la suite dans ce courrier, la situation s'est considérablement aggravé à la suite de la tuerie du « Cabula », lorsque l'organisation « Quilombo X - Action Culturelle Communautaire », par l'intermédiaire de la Campagne « Reaja » a dénoncé l'inexistence de toute confrontation armée entre les 13 jeunes tués au Cabula et la Police, et affirmé qu'ils ont été simplement exécutés, version confirmée par la suite par les rapports d'autopsie et les résultats de l'enquête réalisée par le Ministère Public de Bahia.¹

À la suite de la visibilité grandissante gagnée par cette affaire, des policiers ont déclenché des menaces directes ou voilées à l'encontre des militants auteurs des dénonciations publiques, et notamment du coordonnateur de la Campagne « Reaja », Hamilton Borges. Des policiers de la Rondesp² ont publié sur les réseaux sociaux de la campagne « Reaja » des textes d'intimidation explicite, comme l'image qui a été également partagé par les partisans de la Rondesp et qui utilise le logo de la campagne

¹ NdeT : *Ministério Público Estadual*, service d'investigation indépendant de la Police Militaire et du pouvoir judiciaire.

² NdeT : *Rondas Especiais*, bataillon spécialisée de la Police Militaire.

« Reaja » accompagné par la phrase : « Reaja et Meurt » ou « Reaja et soit mort, Reaja et soit morte » (photo jointe en fin de lettre). Des policiers ont également utilisé les fonctionnalités de WhatsApp pour envoyer des messages vocaux et des textes qui tentent d'intimider le coordonnateur de la campagne, entre autres situations décrites en détail dans la suite de ce texte.

Récemment, après que la Justice ait reçu et validé les conclusions de l'enquête du Ministère Public, qui demande l'inculpation de neuf policiers impliqués dans le massacre de 12 des 13 morts du Cabula et tentatives d'assassinats des autres survivants (<http://g1.globo.com/bahia/noticia/2015/05/mp-denuncia-nove-pms-suspeitos-de-envolvimento-em-12-mortes-no-cabula.html>), une voiture de la PM a commencé de fréquenter étrangement la rue où habite Hamilton Borges. Le 10, 11 et 13 juin, cette voiture de police est restée garée devant la résidence pendant près de deux heures, et le samedi 13, les policiers militaires ont contrôlé et battu des jeunes résidents qui passait dans cette rue du quartier.

L'organisation Justiça Global, partenaire de Quilombo X dans les plaintes concernant l'affaire du Cabula, demande à la Commission Interaméricaine des Droits Humains (DIDH) de l'Organisation des États Américains (OEA), à ses Rapporteurs sur les Droits des Personnes d'Ascendance Africaine et Contre la Discrimination Raciale et sur les Défenseurs des Droits de l'Homme, ainsi qu'au Rapporteur spécial sur le Brésil, aux Rapporteurs de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la Situation des Défenseurs des Droits Humains, sur les Exécutions Extrajudiciaires, Sommaires ou Arbitraires, sur la Promotion et la Protection du Droit à la Liberté d'Opinion et d'Expression, sur les Formes Contemporaines de Racisme, de Discrimination Raciale, de Xénophobie et de l'Intolérance qui y est associée, de suivre attentivement le processus de déroulement du procès du massacre du Cabula et les menaces de mort fréquentes perpétrées à l'encontre des membres de la Campagne « Reaja ».

Tout aussi grave est le fait que les journalistes couvrant non seulement le massacre du Cabula (<http://www.jornalmassa.com.br/2015/06/148444-policiais-frente-a-frente-com-a-lei.html>) mais aussi l'exécution de Geovane Mascarenhas de Santana, 22, à Salvador le 2 Août 2014, sont également victime d'intimidation (<http://revistagabiarra.com.br/site/sinjorba-emite-nota-de-repudio-contrameacas-da-policia-militar-da-bahia-a-jornalistas/>), comme l'a dénoncé l'Union des Journalistes de Bahia. Dans l'affaire « Geovane », le Ministère Public a inculpé, le 17 Avril 2015, 11 officiers de

police de la Rondesp (<http://www.correio24horas.com.br/detalhe/noticia/geovane-foi-executado-na-sede-da-rondesp-no-lobato/?cHash=70f358c9a8fa7eeb41d7be79917cf058>) pour exécution barbare du jeune homme qui a été décapité, dont deux tatouages ont été arrachés de son corps et dont les organes génitaux ont été retirés et carbonisés (<http://g1.globo.com/bahia/noticia/2015/04/mp-denuncia-11-policiais-militares-pela-morte-do-jovem-geovane.html>).

Compte tenu de la gravité des faits, nous demandons que le gouvernement de Bahia prenne des mesures pour faire cesser les violations des droits de l'homme et les menaces de mort à des membres de la Campagne « Reaja », et principalement de Hamilton Borges.

Récit détaillé

Il y a 10 ans, le 12 mai 2005, cinq jeunes hommes ont été tués dans la région de Paripe, banlieue de Salvador, Bahia, par un escadron de la mort formé par des policiers. Les victimes, toutes noires, ont été brûlés à mort. Parmi elles, une femme, nièce d'un membre du Mouvement Noir Unifié (*Movimento Negro Unificado*, MNU). À la même époque, la police de la région de « Baixada Fluminense » à Rio de Janeiro, a tué 29 personnes dans le quartier de « Nova Iguaçu ». Ces actes suscitèrent la nécessité de politiser le décès de corps noirs. C'est ainsi que naquit, le 12 mai 2005, à Salvador, la Campagne « Reaja ou Será Morta, Reaja ou Será Morto », créée par l'organisation Quilombo X - Action Culturelle Communautaire qui, à partir de ces cas, a provoqué un large débat sur les exécutions d'hommes et de femmes noires. Cette situation en sus de configurer une extermination, caractérise aussi le génocide en cours du peuple noir.

Depuis, la Campagne « Reaja » dénonce de façon systématique et constante les exécutions sommaires d'hommes et de femmes noires par la police de Bahia et cherche à soutenir les parents des victimes de la violence, au travers de pratiques fondées sur la solidarité collective, faisant bien souvent ce que l'État lui-même refuse de faire, à savoir protéger les témoins et les membres des familles.

La réalité, en dépit des plaintes et de critiques, n'a fait qu'empirer. Selon le 8e Rapport Annuel de Sécurité Publique, l'état de Bahia est « l'état avec le plus grand nombre de décès: 5440 (taux de 36,1 pour 100 mille personnes) » - données de 2013.

De 2011 à avril 2015, plus de 25.000 personnes ont été tuées dans l'état, selon une enquête réalisée par un instrument de communication (<http://www.aratuonline.com.br/blogdepabloreis/2015/05/19/gestao-do-atual-secretario-da-ssp-ultrapassa-25-mil-homicidios-15-baianos-mortos-por-dia/>) à partir des données du Ministère de la Santé (DataSUS), de la Carte de la Violence³, des Rapports Annuels de la Sécurité Publique⁴ et des propres rapports du Secrétaire de la Sécurité Publique de Bahia.

Une enquête réalisée par le Forum Brésilien sur la Sécurité Publique, à la demande du gouvernement fédéral et publié en Janvier 2015, montre que, à Bahia, un jeune noire est 3,5 fois plus susceptible de mourir assassiné qu'un jeune homme blanc. Selon cette même étude ce rapport est de 2,5 pour le pays tout entier. Le 8e Rapport Annuel du Forum Brésilien sur la Sécurité Publique, publié en 2014, révèle également que la police brésilienne est l'une des plus violentes du monde, avec une moyenne de six homicides de civils par jour.

À l'aube du 6 février de cette année, des policiers militaires de la « Rondesp » ont exécuté 13 jeunes à « Vila Moisés », quartier du Cabula de Salvador. Douze sont morts sur place. Le treizième a pu être secouru, mais il est mort à l'hôpital. Six autres personnes ont été blessés. La version du gouvernement fut qu'il y eut un affrontement⁵. Dans une interview donnée le jour même de la tuerie, le gouverneur de Bahia a tenu à féliciter l'action de la police, utilisant la métaphore suivante : « Un policier est comme un artilleur⁶ en face des buts. Il doit de décider, en quelques secondes, comment il va mettre le ballon dans les buts. Après la fin du match, si le but fut spectaculaire, tous les supporters applaudiront dans les gradins et la scène sera repassé en boucle à la télévision. Mais, si le goal est raté, l'ailier sera condamné, parce que s'il avait tiré comme ci ou joué comme ça, le ballon serait entré.", a-t-il poursuivi.

La Campagne « Reaja », déjà implantée dans le quartier du Cabula, en liens avec les familles et les résidents locaux et avec le soutien d'Organisations Non Gouvernementales, a fait savoir qu'il s'agissait

³ NdeT : *Mapa da Violência*, ensemble de recherches publiées par le gouvernement brésilien.

⁴ NdeT : *Anuário Brasileiro de Segurança Pública*, recherche réalisée par le Forum Brésilien sur la Sécurité Publique (*Fórum Brasileiro de Segurança Pública*).

⁵ NdeT : avec échange de tirs

⁶ NdeT : de football.

d'un massacre. En conséquence des pressions politiques exercées par la Campagne « Reaja » et par les organisations Justiça Global et Amnesty International, le massacre du Cabula a acquis une visibilité nationale et internationale. Hamilton Borges, coordonnateur de la Campagne « Reaja », a participé en Mars 2015, d'une audience de la Commission Interaméricaine des Droits Humains de l'OEA sur l'extermination de jeunes hommes noirs au Brésil, pour dénoncer le génocide du peuple noir et le massacre du Cabula. Il a présenté des chiffres démontrant que le génocide est une réalité dans le pays. Chaque jour, selon les recherches effectuées par Amnesty International Brésil, 82 jeunes hommes noirs sont assassinés au Brésil. En 2012, entre les 56 mille morts (dont plus de la moitié sont des jeunes entre 15 et 29 ans), 77% étaient noirs. Pour aborder la question des exécutions sommaires de personnes par les forces de police du Brésil, Hamilton a fait référence au massacre du Cabula.

L'ensemble de ce processus de médiatisation des morts du Cabula a conduit le Ministère Public de Bahia, sur la base des rapports qui prouvent l'exécution et des déclarations des témoins, a dénoncé neuf policiers pour homicide aggravé de 12 des 13 victimes et tentative d'assassinat de six autres personnes. Cette thèse a été acceptée par le juge Vilebaldo José de Freitas Pereira, 1er juge de la Cour du 2ème jury Salvador. Cependant, selon des rapports de presse du 11 Juin dernier, le pouvoir judiciaire n'a pas encore accepté la demande de prison préventive des personnes impliquées formulée par le procureur.

Dans la semaine même de la décision du tribunal, les menaces aux membres de la Campagne « Reaja » s'intensifièrent. Il faut ici rappeler que ces intimidations se produisent depuis le début de l'affaire, comme l'a également rapporté par Hamilton Borges aux deux commissions d'enquête parlementaires (IPC) instituées respectivement par la Chambre des députés et par le Sénat, pour enquêter sur la mort de jeunes noirs au Brésil.

Comme exemples de menaces explicites, nous pouvons mentionner les opérations régulières réalisées par la police civile et militaire dans le quartier de « Engomadeira », du Cabula, en particulier où vivent la plupart des familles des morts, membres de la Campagne « Reaja ». Le dernier raid de la police sur le site a eu lieu le 16 juin dernier, lorsque la police est entrée tirant tout azimut dans une partie de ce quartier où se concentrent les parents de victimes qui forment le noyau de la Campagne « Reaja ». Le but est intimider et embarrasser les familles, les militants et les témoins d'actes criminels. Il convient de noter que, en plus de fouiller les

personnes, la Police Militaire a envahit des maisons sans aucune autorisation judiciaire, insultant, injuriant et menaçant les résidents.

Six jours après les meurtres, les amis et proches des victimes et des militants des droits humains ont organisé une manifestation dans la communauté. Le site « A Ponte », qui a accompagné la manifestation, a décrit (<http://ponte.org/comunidade-protesta-contrachacina-no-cabula-pm-intimida/>) comment les policiers ont intimidé les participants, *"Des actions d'intimidation de la PM ont eu lieu tout au long de la marche, qui a commencé à partir de l'entrée de l'UNEB (Université de l'État de Bahia) jusqu'au lieu des morts. L'acte a eu lieu ce mercredi 11, à 14h. Les officiers qui accompagnaient la manifestation accéléraient leurs motos en direction des participants, en les traitant de « vagabonds » et « pédés »"*.

Les pressions quotidiennes sur les résidents ont atteint une telle intensité qu'elles ont provoqué l'annulation d'une action communautaire contre le racisme, prévue pour le 19 Avril, à l'initiative de la Campagne « Reaja » et d'habitants des quartiers de Vila Moisés et du Cabula.

En outre, des menaces directes et indirectes ont été envoyées sur le WhatsApp de Hamilton Borges. Des officiers de la Rondesp ont de plus publiés sur la page de la Campagne « Reaja » une image qui utilise les symboles de la Campagne avec la phrase « Reaja et Soit Tué, Reaja et Soit Tuée » en forme de slogan de la corporation policière.

Le 12 mai 2015, la Campagne « Reaja » a été appelée à l'occupation Zeferina, connu sous le nom de « Ville du Plastique » dans le quartier de Periperi de Salvador, où existe un groupe de militants. Depuis plusieurs jours, la PM réalisait des incursions quotidiennes sur place, agressant verbalement et physiquement les résidents et tirant au hasard dans toutes les directions, afin d'humilier et de menacer les gens. Des tirs ont également été tirés contre des maisons du quartier. Lors de l'une de ces actions, le 12 mai 2015, date anniversaire des 10 ans d'existence de la Campagne « Reaja », un policier militaire a exécuté d'un tir mortel l'adolescente Daylane Nunes. Selon des témoins, la jeune fille a tenté de se réfugier chez elle quand elle a été persécutée et assassinée par ce policier militaire. La communauté révoltée a commencé une protestation et la police a réprimé les manifestants à coup de feu. Dans une deuxième manifestation ce même jour, des policiers ont tenté d'arrêter Hamilton Borges, alors qu'il empêchait des policiers militaires d'emmener un résident arrêté pour le seul motif de s'être insurgé contre les forces de police. La situation a atteint un point

dangereux pour la population et les militants des droits de l'homme, agressés avec des jets de poivre, sous la mire des armes.

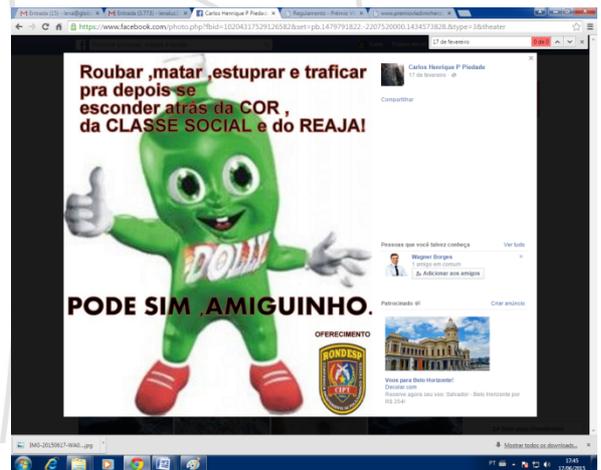
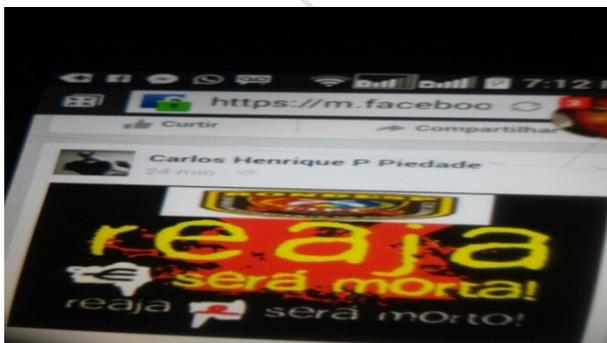
Le lendemain, Hamilton et d'autres membres de la Campagne « Reaja » se sont rendus à la cérémonie d'enterrement de Daylane, dans une voiture prêtée par un membre de la famille. La communauté a enterré Daylane, et sur le chemin du retour du cimetière, a formé un cortège funèbre et calme, mais toujours étroitement surveillé par des policiers militaires armés. Récemment, un membre de la Campagne « Reaja » a découvert que ce jour-là, la PM a réalisé trois procès verbal d'infraction à l'encontre du propriétaire du véhicule. Fait intéressant à signaler, la voiture était garée en place autorisée, ce qui se caractérise la persécution évidente du groupe.

Les gens des quartiers sont abordés quand ils se déplacent avec le T-shirt de la Campagne « Reaja » et courent le risque d'être assassinés. La haine ressentie par les forces de police contre les membres du groupe est connue et prouvée par les publications sur Internet, ou par les actions en personne. Dans l'une des manifestations au Cabula, un mois après le massacre, un militaire a craché en direction de Hamilton Borges, devant plusieurs témoins. Toutes ces situations ont été dénoncés dans les réseaux sociaux et auprès des conseillers du gouvernement de l'état de Bahia, mais rien n'a été fait pour mettre fin aux intimidations et agressions.

Ces derniers jours, après la décision de la justice d'accepter la plainte contre la police, les menaces ont augmenté. Une voiture de la PM est restée garée pendant trois jours en face de la maison d'Hamilton Borges, une rue étroite sans mouvement et qui n'a jamais été l'objet d'aucune action de la police. Les 10 et 11 Juin, la voiture est restée entre 21h40 et 23 heures. Le 13 juin, samedi matin, lorsque la famille de Hamilton était sortie, le véhicule est revenu à la scène et les policiers militaires ont intimidé et battu des adolescents dans la rue. De nouveau, la police s'est arrêtée en face de la maison, observant chaque mouvement, faisant la preuve que la routine de la famille est sous surveillance.

Considérant les faits relatés et la menace de mort réelle de Hamilton Borges et de membres de la Campagne « Reaja », nous tenons à exprimer notre préoccupation à propos de la situation à Bahia et demander des mesures pour protéger la vie des militants.

Ci-dessous, des exemples d'images affichées et / ou partagés contre la Campagne « Reaja » par plusieurs personnes. Les messages ont pour objectifs de criminaliser et menacer directement les membres du mouvement (la première image a ensuite été retirée par l'auteur, mais la Campagne « Reaja » avaient déjà digitalisé le document).



Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Rapporteur, l'expression de notre très haute considération.

Sandra Carvalho/Maria Elena Azevedo
Justiça Global